

info'com-Cgt

SALARIÉS DES CENTRES ÉDITORIAUX DE LA PRESSE

2009 : l'an neuf ?

« Liberté-Egalité-Solidarité », aujourd'hui plus que jamais !

La section CGT de Bayard Presse présente ses vœux les plus sincères de santé et de paix à tous les salariés de l'entreprise. Chacun d'entre nous est parfaitement conscient des difficultés quotidiennes, des inquiétudes, voire des angoisses, que beaucoup connaissent de plus en plus. Transports publics déliquescents, pouvoir d'achat en berne, stagnation sociale... Nous connaissons toutes et tous ces conditions dégradées, devenues banales, de nos vies professionnelles. Nous savons que les dossiers de surendettement se sont multipliés, ces deux dernières années, ce qui est le symptôme le plus grave de la dépression économique et sociale de notre entreprise et de l'ensemble de la société française, pour ne pas parler du restant de la planète... A quoi bon, pour autant, agiter l'épouvantail de la « crise historique », dénoncer « féodalisme », « archaïsme », « calamité », etc. ?

Face à la multiplication et à l'aggravation des épreuves, la CGT ne connaît qu'une seule attitude syndicale responsable : défendre et construire, de manière réaliste, concrète, parfois modeste, la protection de celles et ceux qui en ont le plus besoin ; répondre « présent » à toutes les demandes de soutien, mais aussi à toutes les propositions de participation ; critiquer, pourquoi pas, mais sans injurier ni claquer la porte de la discussion sous le moindre prétexte ; animer le dialogue social, jusqu'au bout, et savoir contractualiser, par accord, de nouveaux acquis (même insuffisants, mais toujours nécessaires) en faveur des intérêts réels des salariés.

En 2009, comme depuis de nombreuses années, la CGT mettra en œuvre, plus que jamais, cette méthode syndicale qui se résume dans ce mot : paritarisme. Cela suppose esprit critique, certes, mais aussi respect de l'interlocuteur considéré, avec confiance, comme partenaire ; réalisme, certes, mais volonté infatigable de progresser ; force, certainement, mais priorité donnée à la parole échangée. Point besoin de « méthode Coué » pour porter cette conviction, ni pour animer le dialogue social, ni pour agir fermement si nécessaire. Les accords négociés et signés par la CGT, en 2008, ainsi que les solutions individuelles positives obtenues pour certains collègues en souffrance professionnelle, sont les preuves les plus tangibles de l'efficacité de cette attitude.

Myriam Beudet (poste 69 36) et Antoine Peillon (p. 69 84),
délégués syndicaux CGT à Bayard Presse

Accord déménagement

Un dernier bilan satisfaisant

Nous voici donc au terme de l'application de l'accord déménagement négocié et signé par la CGT, tellement décrié par d'autres syndicats. Mercredi 14 janvier, nous avons ainsi recensé, avec la direction, 11 salariés qui bénéficient d'une procédure de **licenciement volontaire**, en vertu de l'article 6.2 de l'accord. Par ailleurs, 150 salariés ont bénéficié de la **prime de 600 €** du fait de leurs déclarations sur l'honneur, dont aucune n'a été contestée. De plus, 576 autres salariés (dont 20 en CDD) ont touché une prime de **300 €**

Pour mémoire, avant négociation, en juin 2007, ces primes étaient respectivement proposées à hauteur de **420 €** et de **160 €** par la direction... Quelques primes sont encore à verser à des salariés qui ne sont pas encore arrivés au terme de leur délai de réflexion, du fait de longs congés. Par ailleurs, quelques dizaines de salariés font désormais valoir leur **droit de compenser l'allongement de leur temps de transport** sur leur temps de travail (1/4 d'heure du matin et du soir).

Enfin, lors de plusieurs réunions de la commission de suivi, la CGT a proposé avec succès que l'**accès gratuit au parking** soit attribué à chaque fois qu'une demande apportait une réelle amélioration des conditions de transport pour la ou le salarié(e)... En tout, ce sont 69 emplacements gratuits qui sont aujourd'hui attribués (sur 70 disponibles), ce qui signifie que toutes les demandes argumentées ont été satisfaites.

Salaires 2009

Une négociation déjà bien plombée

Le 10 décembre 2008, nous sommes entrés dans la négociation annuelle obligatoire (NAO) au cours de laquelle est discutée, entre autres, l'augmentation collective des salaires de l'année (2009, en l'occurrence).

Du côté de la direction, Dominique Bénard nous a fait un exposé très argumenté sur la « **crise** » **actuelle**, qu'il a qualifiée de « profonde » et de « grave », évoquant les « spectres de la récession et de la dépression ». Il nous a surtout fait part de la situation économique inquiétante de l'entreprise et même du groupe, nous donnant des chiffres (chiffres d'affaires, résultats nets, baisses rapides de diffusions et de recettes pub...) effectivement très négatifs.

La CGT lui a répondu, la première, par son accord sur l'analyse économique. Nier ou même minimiser l'ampleur des crises mondiale et particulière à Bayard, reviendrait à s'enfoncer la tête dans le sable... D'autres que nous, par ailleurs très alarmistes par voie de tract, s'y sont exercés ensuite.

En revanche, la CGT a développé l'idée qu'il **n'y a pas de moment plus opportun que le temps des crises pour redoubler ses efforts d'investissement**. Nous avons ainsi affirmé que la crise générale actuelle pouvait être, *in fine*, une opportunité pour Bayard Presse, car la qualité éditoriale de nos publications offre une réponse bienvenue dans une époque de plus en plus en recherche de repères et de sens. Mais, à une condition : **que Bayard ait, dès cette année, des capacités accrues d'investissement sur la modernisation de ses activités existantes et sur la création de nouveaux supports** (notamment numériques) de publication.

De plus, nous avons fortement insisté sur la nécessité de **soutenir, cette année plus que jamais, le pouvoir d'achat des salariés** de Bayard, salariés qui sont trop nombreux, et depuis trop longtemps, à seulement survivre (c'est leur sentiment intime), ployant parfois sous la charge d'une excessive souffrance financière. Souffrance qui est, par ailleurs, particulièrement dommageable pour l'engagement positif dans le travail...

C'est pourquoi la CGT n'a pas hésité à **revendiquer, aussitôt, une recapitalisation de Bayard**. Pour quoi faire ? Premièrement, pour donner à l'entreprise les moyens nécessaires, vitaux désormais, de « reprendre (enfin) souffle » et même de « rebondir » économiquement. Deuxièmement, pour lui donner aussi les moyens nécessaires (aujourd'hui nettement insuffisants sur la seule base des fonds propres de l'entreprise) pour mener une politique salariale visant la hausse du pouvoir d'achat des salariés. Troisièmement, afin de financer la réorganisation et la modernisation indispensables de nos activités, ce qui implique une remontée des effectifs, un plan de formation continue intensif, des évolutions professionnelles tournées vers l'avenir de notre secteur, le tout grâce à la mise en œuvre d'une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) à la hauteur des ambitions de l'accord groupe Bayard que nous avons négocié et signé en 2008.

Cette revendication de recapitalisation, que nous avons renouvelée très clairement lors du **Comité de groupe du 15 décembre**, devant Bruno Frappat, a été soutenue, lors de cette première réunion de NAO, par le SNJ et la CGC. Nous avons eu le plaisir de voir que la CFDT nous emboîtait finalement le pas, depuis le 13 janvier, ce qu'elle a annoncé par tract, n'ayant jamais prononcé le mot de « recapitalisation » dans aucune des réunions que nous avons eu avec la direction en décembre 2008 ou début janvier 2009...

Quant à nos espoirs sur les résultats de la NAO actuellement entamée, disons qu'ils sont, pour le moment, un peu **plombés**, la première et quasiment unique réponse du délégué syndical CFDT à Dominique Bénard ayant été, le 10 décembre : « Je suis content de ne pas t'avoir entendu nous annoncer un *gel des salaires* pour 2009, comme je m'y attendais... » Le fin négociateur patronal que nous avons alors en face de nous a eu bien du mal à retenir un sourire d'inespérée satisfaction.

Il n'empêche ! **Ce sont les salariés de Bayard, et leur éventuelle mobilisation, qui auront le mot le plus conséquent à dire sur leurs augmentations collectives, le moment venu, si nécessaire**. La CGT, pour sa part, va préciser, dès cette troisième semaine de janvier, ses revendications :

- Nous estimons (nous ne sommes plus les seuls) que Bayard Presse est dans **l'impérieux besoin de bénéficier d'une recapitalisation à hauteur de la dizaine de millions d'euros**, pour assurer le passage difficile de 2009 et pour préparer son avenir (nouveau plan à moyen terme 2010-2012).
- Nous demandons une **augmentation moyenne des salaires de 4%**, ayant calculé, le 14 janvier, le taux définitif de l'inflation réelle pour toute l'année 2008 à hauteur de 3,91% (indice FILPAC-CGT publié, dans le détail, sur notre site : www.cgtbayard.org).
- Nous proposons, cette année, que cette augmentation moyenne soit formalisée par une **augmentation mensuelle en masse, à hauteur de 152,50 €, ce qui représente exactement 4% du salaire mensuel moyen à Bayard (3812 €) en 2008**. Cette formule simple a l'avantage considérable de développer l'impératif de justice sociale le plus progressivement possible. Une augmentation de 152,50 € représente un peu plus de 8% d'un salaire mensuel de 1900 €, 6,1% d'un salaire de 2500 €, 3,39% d'un salaire mensuel de 4500 €..
- **D'autres points** sont évidemment à discuter : augmentation en masse sur 2009, salaire mini Bayard, égalité hommes/femmes...

Emploi

Mieux vaut prévenir que... gémir !

Reprenez nos pages du *Canard du CE* n° 134 (décembre dernier), à propos du plan social à Milan. Vous lirez comment, dès le mercredi 12 novembre, la CGT avait obtenu la **suspension de la procédure brutale de plan social à Milan** et la convocation urgente d'une réunion de **négociation entre tous les partenaires sociaux** de Bayard

Presse, de Milan et des autres filiales du groupe. Nous avons aussi obtenu, alors, l'ouverture d'une discussion Groupe Bayard, dès le 27 novembre, portant, entre autre, sur une **éventuelle « méthode de négociation en cas de problèmes sociaux lourds »**...

Après les congés de fin d'année, la discussion devait heureusement reprendre. **Le 7 janvier**, lors d'une nouvelle réunion syndicats/directions Bayard et Milan, la DRH du groupe, Catherine Becquelin, nous a proposé :

- la définition de procédures de discussion paritaire des éventuels plans de sauvegarde de l'emploi (PSE), communes aux différentes sociétés du groupe ;
- la détermination de « mesures d'accompagnement » à mettre en œuvre en cas de PSE, dans l'esprit de la construction d'un « socle social » groupe ;
- l'établissement d'un agenda (dates et ordres du jour) des consultations des différents CE du groupe et du Comité de groupe à propos des éléments listés ci-dessus, une fois ceux-ci négociés ;
- une discussion particulière à propos des « métiers à pénibilité identifiée ».

Première organisation syndicale à répondre à la direction, nous (les délégués syndicaux CGT de Milan et de Bayard) avons aussitôt dit que :

- nous étions d'accord avec l'ensemble de cette proposition de sujets de discussion ;
- nous estimions que cette discussion devait être « articulée », dès que possible, avec l'examen de la stratégie économique, mise à jour, du groupe (contrats-programmes 2009, notamment) ;
- nous considérions qu'il serait de bon sens qu'aucune décision sociale définitive (notamment des licenciements) ne soit prise, à Milan (Toulouse), avant que notre négociation groupe d'une « méthode » PSE n'ait débouché sur un accord entre nous.

Nous avons même précisé que **cette négociation d'un « accord de méthode » n'avait aucune raison de ne pas être menée et éventuellement conclue rapidement, insistant sur le fait que cet accord aurait valeur de « socle »**, laissant la liberté aux partenaires sociaux de chaque entreprise du groupe de négocier des accords particuliers d'éventuels PSE, plus avantageux socialement parlant et plus adaptés aux réalités économiques, professionnelles et sociales locales.

Ensuite, nous avons entendu les autres organisations syndicales exprimer leurs différents points de vue. Presque aucune, nous semble-t-il, n'a refusé complètement la proposition de négociation d'un « accord de méthode » destiné à **encadrer, au meilleur niveau social, les négociations** d'éventuels plans de sauvegarde de l'emploi.

En revanche, nous avons eu la mauvaise surprise d'entendre la CFDT rejeter brutalement, et de **façon injurieuse** vis-à-vis de la direction et de la CGT (« syndicat carpette » ?!), toute possibilité de négociation d'un « accord de méthode » destiné, pourtant, à améliorer, bien au-delà des obligations légales, les conditions sociales d'application d'éventuels PSE...

En conséquence, après une suspension de séance voulue par la direction, nous avons eu la profonde déception d'entendre annoncer que **la négociation de l'« accord de méthode » ne paraissait plus possible dans ces conditions** et qu'elle était donc purement et simplement terminée...

Pour parler franchement, nous rejetons l'entière responsabilité de cette **interruption prématurée d'une négociation essentielle pour la sauvegarde des emplois** des salariés de Milan et peut-être de Bayard sur la CFDT, organisation dont les représentants à Bayard Presse n'agissent, depuis quelques mois, que pour entraver systématiquement un dialogue social pourtant plus que jamais nécessaire, au nom de leur qualité « majoritaire » clamée à tout propos...

Aujourd'hui, nous réaffirmons que la CGT est toujours disposée, à Montrouge (Bayard) comme à Toulouse (Milan), à **négocier, dès maintenant**, et que notre organisation veillera de toute façon,

- premièrement, à ce que l'application du PSE de Milan n'entraîne finalement aucun licenciement contraint,
- deuxièmement, à ce que la GPEC continue d'être mise en œuvre, dans le groupe Bayard, pour consolider et faire évoluer au mieux les emplois de tous les salariés.

Etats généraux de la presse écrite

La réponse de la CGT au « Livre vert »

Elles sont arrivées, les conclusions des soi-disant Etats généraux de la presse écrite. Un brouillon – le « Livre vert » – prépare le verdict final que le chef de l'Etat rendra. Plus tard. Le sort de la presse d'information est censé dépendre du seul Président. Il parlera. Fin janvier.

Par delà les Etats généraux, leur coordonnateur, Bernard Spitz (*), a rédigé un véritable réquisitoire. Il y va bien plus fort que les groupes de travail. Pourquoi ? Pour Spitz, la presse est sommée de déménager rue de la Banque. Et il fait froid, dans cette rue-là. Le maître mot de Spitz ? La presse écrite doit être rentable. Elle n'a besoin de moyens que pour rompre, de façon « irréversible », avec le système de la Libération, celui des « aides ». Ce qui est solidaire, coopératif, doit disparaître dans des soldes monstres. Pour faire place au calcul de la rentabilité. Ce serait le seul kit de survie de la presse.

Des moyens nouveaux ? Négatif, dit Spitz, mutualisez ceux qui existent. Economisez sur l'emploi. Mais, objecterez-vous avec nous, la presse écrite fait partie du patrimoine sacré de la démocratie ! Spitz rétorque que c'est le marché qui assure cette fonction-là. Le marketing est l'alpha, le compte d'exploitation l'oméga. Wall Street fera le reste. Avec le succès qu'on connaît. Krach !

Le territoire de Spitz est celui de la mondialisation. Au compte de quelques groupes dominants. Son seul dogme, « gagnez de l'argent ». Mais ceux qui n'ont pas accès au Kapital ? Au diable. Spitz retire le tapis des aides sous les pieds des titres. Seuls les riches survivront. La liberté d'opinion, le pluralisme, n'ont pas la cote au déballage du marché.

Bernard Spitz en appelle au président : « Fermez le robinet des aides ». Qu'importe si l'ablation totale des organes coopératifs et solidaires mutile la démocratie et le droit à l'information. Un nouveau modèle, un projet alternatif ? Non, Spitz n'est là que pour fermer le bal. Et si nous lui disions ensemble que la presse, ça ne se danse pas comme ça ?

(*) Président de la Fédération française des sociétés d'assurances. Diplômé de l'ENA, maître des requêtes au Conseil d'Etat, jusqu'en 2004 directeur de la stratégie de Vivendi Universal, avant de fonder BSConseil, sa société de conseil en stratégie et en communication. Ancien conseiller du Premier ministre Michel Rocard, ancien journaliste au *Monde* et directeur à la direction générale de Canal+, auteur de nombreux articles et ouvrages sur le secteur de la communication. Président des Gracques, association lancée par des hauts fonctionnaires en faveur d'une modernisation de la gauche...

Lire le 4 pages de la FILPAC-CGT sur le sujet : http://www.filpac-cgt.fr/IMG/pdf/edition_speciale_4_web.pdf

www.cgtbodyard.org